

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1992 B 01327

Numéro SIREN : 388 231 847

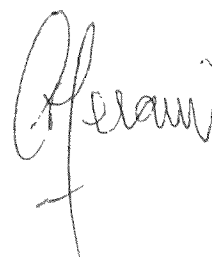
Nom ou dénomination : NOBLADIS

Ce dépôt a été enregistré le 06/04/2023 sous le numéro de dépôt B2023/006954

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/01/22	Net au 31/01/21
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	873 696	823 872	49 824	84 820
Fonds commercial	72 990		72 990	72 990
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	385 117	20 785	364 332	367 748
Constructions	3 985 155	1 525 050	2 460 105	798 889
Installations techniques, matériel et outillage	10 805 011	9 316 445	1 488 566	1 593 509
Autres immobilisations corporelles	11 675 821	9 551 863	2 123 958	2 614 648
Immob. en cours / Avances & acomptes	1 183 120		1 183 120	2 433 937
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	5 763 853	256 899	5 506 954	5 493 722
Autres titres immobilisés	50 798		50 798	50 798
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 055 702		1 055 702	1 073 658
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	35 851 262	21 494 915	14 356 347	14 584 719
Stocks				
Matières premières et autres approv.	44 253		44 253	40 896
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 795 921	255 243	8 540 679	7 998 892
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 981 202		1 981 202	1 655 188
Fournisseurs débiteurs	2 354 419	48 702	2 305 717	3 101 614
Personnel	83 811		83 811	18 802
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	898 986		898 986	577 754
Autres créances	11 881 318		11 881 318	12 001 849
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 861		6 861	5 142
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 599 542		1 599 542	956 054
Charges constatées d'avance	1 457 786		1 457 786	1 412 540
TOTAL ACTIF CIRCULANT	29 104 099	303 945	28 800 155	27 768 729
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	64 955 361	21 798 859	43 156 502	42 353 448

CERTIFIE CONFORME



Bilan

	Net au 31/01/22	Net au 31/01/21
PASSIF		
Capital social ou individuel	152 159	152 159
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	15 245	15 245
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 535 167	2 535 167
Report à nouveau	10 345 016	11 958 743
Résultat de l'exercice	-4 910 380	-1 613 727
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	741 947	940 078
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 879 154	13 987 664
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 115 801	705 310
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 115 801	705 310
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 291 729	2 644 450
<i>Découverts et concours bancaires</i>		3 776
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 291 729	2 648 226
Emprunts et dettes financières diverses	2 381 750	6 750
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	2 666 339	2 725 513
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	49 001	36 977
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 020 709	17 902 506
<i>Personnel</i>	1 307 267	1 237 650
<i>Organismes sociaux</i>	986 714	1 084 789
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	570 121	528 003
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	1 280 239	992 854
Dettes fiscales et sociales	4 144 342	3 843 297
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 399	38 399
Autres dettes	3 521 087	372 136
Produits constatés d'avance	48 193	86 669
TOTAL DETTES	33 161 547	27 660 473
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	43 156 502	42 353 448

Compte de résultat

	31/01/2022	31/01/2021
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	125 377 171	127 561 151
Production vendue (biens)	8 352 684	9 374 982
Production vendue (services)	2 990 725	3 120 757
Chiffre d'affaires net	136 720 579	140 056 890
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	74 484	78 013
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	2 067 301	1 806 352
Autres produits	344 087	154 291
Total I	139 206 451	142 095 546
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	103 558 671	101 964 774
Variations de stock	-612 766	1 683 341
Achats de matières premières et autres approvisionnements	343 276	351 323
Variations de stock	-3 357	-2 021
Autres achats et charges externes (a)	19 154 202	18 260 192
Impôts, taxes et versements assimilés	2 200 370	2 382 651
Salaires et traitements	12 224 388	13 144 801
Charges sociales	3 656 489	3 651 686
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 272 146	1 307 474
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	255 243	454 687
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	94 609	
Autres charges	579 281	95 101
Total II	142 722 552	143 294 008
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 516 101	-1 198 462
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	74 793	
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	225	34 371
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	99 384	88 767
Autres intérêts et produits assimilés (3)	192	6 366
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	99 801	129 504
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		178 616
Intérêts et charges assimilées (4)	847 402	148 657
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	847 402	327 273
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-747 602	-197 769
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-4 188 909	-1 396 231

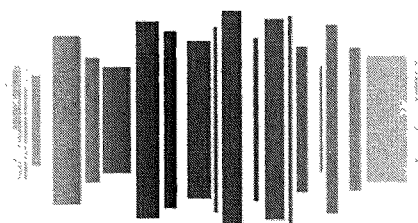
Compte de résultat (suite)

	31/01/2022	31/01/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	37 824	12 940
Sur opérations en capital	2 000	12 336
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	279 093	682 885
Total produits exceptionnels (VII)	318 917	708 162
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	60 269	15 069
Sur opérations en capital	98 825	855 157
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	945 938	328 504
Total charges exceptionnelles (VIII)	1 105 032	1 198 730
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-786 115	-490 568
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-64 644	-273 072
Total des produits (I+III+V+VII)	139 699 962	142 933 212
Total des charges (II+IV+VI+VIII+(X+X))	144 610 342	144 546 940
BENEFICE OU PERTE	-4 910 380	-1 613 727
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

COMPTES ANNUELS

DU 01/02/2021 AU 31/01/2022

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA NOBLADIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/01/2022, dont le total est de 43 156 502 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 4 910 380 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2021 au 31/01/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/09/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/01/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Règles et méthodes comptables

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,21 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TV 88-90)

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

* Impact de la crise sanitaire Covid-19 :

La loi du 10 novembre 2021 a prorogé le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022. Les mesures réglementaires prises dans ce cadre ont impacté les conditions d'exploitation sur l'exercice, notamment :

- Instauration du couvre-feu à 18 heures à compter du 16 janvier 2021 puis à 19 heures du 19 mai au 9 juin 2021 ce qui a restreint les horaires d'ouverture au public,
- Fermeture des rayons non essentiels du 3 avril au 18 mai 2021 (textile, manège à bijoux, une partie des rayons bazar,...),
- Fermeture sur cette même période des commerces de la galerie marchande,
- Jauges sanitaires limitées.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent, quant à elles, être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité préconisées et régulièrement mises à jour par les autorités publiques et pour maintenir son niveau de trésorerie.

* Situation de trésorerie et continuité d'exploitation :

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires HT hors carburant à date de clôture 31/01/2022 affiche une baisse de -11 M€ (soit -9.47%) par rapport à la clôture précédente.

La CAF brute de la société NOBLADIS ressort à -3 M€ au 31/01/2022.

Pour faire face à ses échéances de remboursements d'emprunts (1 M€) et aux besoins d'investissements (1.6 M€), la société NOBLADIS a mis en place :

- une ligne de reverse factoring de 3,2 M€ en avril 2021 (convention à durée déterminée jusqu'au 31/03/2022 => commission de service 80 K€/an + commission de financement Euribor 1M +1.20%)

Le contrat n'a pas été renouvelé et la dette a été apurée en avril 2022.

- un prêt fiducie (sureté contre garantie du terrain de la station-service) d'un montant de 3 M€ en août 2021 (remboursement sur 24 mois => taux d'intérêt de 4% + commission de mise en place 60 K€ HT)

- étalement du PGE Crédit coopératif (1,5 M€) sur 4 ans (fin en 11/2025) et du PGE BPI (0,5 M€) sur 4 ans + 12 mois de franchise (fin en 11/2026)

- étalement des charges patronales de sécurité sociale du 1er trimestre 2021 (128 K€), l'échéancier mis en place en date du 29/09/2021 a été apuré sur le 2ème trimestre 2022.

Au 31/01/2022, la dette auprès du bailleur KLEPIERRE s'élève à 4,7 M€. La société NOBLADIS a bénéficié du soutien financier de la SOCAMIL (avance de 3 M€ en avril 2022). A date du 31/07/2022, la dette est apurée à 75%.

Par ailleurs, le protocole transactionnel conclu entre les actionnaires majoritaires du groupe HBC 31 et la SOCAMIL, a été homologué par le tribunal de commerce de Nice le 3 mars 2022. L'acte réitératif du protocole de cession portant sur la prise de contrôle des sociétés du groupe HBC 31 par la SOCAMIL a été signé en date du 31/03/2022.

Eu égard à la qualité de la SOCAMIL et au soutien financier apporté au groupe HBC 31 dès sa prise de participation, l'hypothèse de continuité d'exploitation n'est pas remise en cause. Le changement de direction opéré depuis le mois de janvier 2022, avec l'accompagnement de la SOCAMIL, devrait avoir des impacts positifs attendus dès 2022/2023 en matière de redressement des performances de l'entreprise et du financement de ses besoins.

* Provisions pour litiges :

Faits caractéristiques

- 1) Litige prud'homaux provisionnés entre 80% et 100% des demandes
- 2) Litige GALEC provisionné à 100%
- 3) Provision de la créance Nobladis Voyages (situation nette négative de la filiale)
- 4) Litiges commerciaux provisionnés à 100% : TEL non mandatés et non utilisés

Les risques liés aux litiges prud'homaux en cours sont provisionnés dans les comptes à hauteur de 80% des demandes d'indemnités et rappels de salaire. L'impact des provisions complémentaires comptabilisées sur l'exercice en charges exceptionnelles s'élève à 364 K€.

* Prise en compte des réserves pour désaccord émises par les commissaires aux comptes dans leur rapport en date du 16/03/2022 sur les comptes annuels 31/01/2021

- Immobilisations en cours : les coûts des études sur les projets d'investissements de restructuration de l'hypermarché et de transfert du centre auto engagés depuis 2017 ont été sortis de l'actif et comptabilisés en charges exceptionnelles pour un montant de 544 K€
- Charge induite : la Direction a décidé de maintenir la répartition des honoraires de succès du cabinet STIFANI (dans le cadre des procédures de sauvegarde de la holding HBC 31 et de la procédure de conciliation de la société NOBLADIS) entre la holding (75% de la charge) et la société d'exploitation (25 % de la charge).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	72 990			72 990
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	858 687	16 074	1 065	873 696
Immobilisations incorporelles	931 677	16 074	1 065	946 686
- Terrains	385 117			385 117
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	1 895 796			1 895 796
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	137 861	1 951 498		2 089 359
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 545 247	296 154	36 390	10 805 011
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 589 316	40 010		10 629 326
- Matériel de transport	271 579			271 579
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	769 017	32 232	26 333	774 916
- Emballages récupérables et divers	34 210		34 210	
- Immobilisations corporelles en cours	205 849		205 849	
- Avances et acomptes	2 228 088	1 244 952	2 289 921	1 183 120
Immobilisations corporelles	27 062 079	3 564 846	2 592 702	28 034 223
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	5 750 621	13 232		5 763 853
- Autres titres immobilisés	50 798			50 798
- Prêts et autres immobilisations financières	1 073 658	79 317	97 274	1 055 702
Immobilisations financières	6 875 077	92 549	97 274	6 870 353
ACTIF IMMOBILISE	34 868 833	3 673 470	2 691 041	35 851 262

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	16 074	3 564 846	92 549	3 673 470
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	16 074	3 564 846	92 549	3 673 470
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		1 951 629		1 951 629
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1 065	96 932	97 274	195 271
Scissions				
Mises hors service		544 141		544 141
Diminutions de l'exercice	1 065	2 592 702	97 274	2 691 041

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/01/2022
Éléments achetés	72 990
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	72 990

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
EURL NOBLADIS VOYAGES	8	-237	100,00	8				369	36	
SNC HIRINA	2		55,00	1	1				-6	
SCI BEAUNADE		2 220	100,00	2 391	2 220				12	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SNC PRESTADIS	2	-1	50,00	78					-5	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	773 866	51 071	1 065	823 872
Immobilisations incorporelles	773 866	51 071	1 065	823 872
- Terrains	17 369	3 416		20 785
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	1 165 258	87 724		1 252 982
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	69 510	202 558		272 068
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 951 738	372 019	7 312	9 316 445
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 095 567	525 370		8 620 937
- Matériel de transport	237 503	10 136		247 638
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	682 194	27 426	26 333	683 287
- Emballages récupérables et divers	34 210		34 210	
Immobilisations corporelles	19 253 348	1 228 649	67 854	20 414 144
ACTIF IMMOBILISE	20 027 215	1 279 720	68 919	21 238 016

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 19 713 225 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 055 702		1 055 702
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 981 202	1 981 202	
Autres	15 218 535	9 653 674	5 564 861
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 457 786	1 457 786	
Total	19 713 225	13 092 661	6 620 563
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Rrro à recevoir	2 239 538
Avoirs à recevoir	90 158
Salariés produit à recevoir	904
Charges sociales - produits à recev	82 908
Etat- produits à recevoir	5 823
Débiteurs div produits à recevoir	81 155
Part. pub. à recevoir	879 599
Total	3 380 084

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 152 159,35 euros décomposé en 9 981 titres d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	940 078	32 963	231 093	741 947
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	940 078	32 963	231 093	741 947
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		32 963	231 093	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	471 416	363 882			835 298
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	233 894	94 609	48 000		280 503
Total	705 310	458 491	48 000		1 115 801
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		94 609			
Financières					
Exceptionnelles		363 882	48 000		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 33 112 546 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 291 729	311 963	1 979 766	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 381 750	1 506 750	875 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 020 709	18 020 709		
Dettes fiscales et sociales	4 144 342	4 144 342		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 399	38 399		
Autres dettes (**)	6 187 425	6 187 425		
Produits constatés d'avance	48 193	48 193		
Total	33 112 546	30 257 780	2 854 766	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 007 500			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	992 147			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs facture non parvenue	1 630 699
Fournisseur immo fact non parvenue	38 399
Intérêts courus sur emprunt	9 402
Intérêts courus sur comptes courant	8 506
Dettes provision congés payés	817 427
Dettes provision primes et gratif	373 687
Cap autres charges personnel	32 748
Charges sociales sur congés payés	233 539
Charges sociales à payer	46 048
Org sociaux charges/l rémunération	72 087
Charges fiscales congés payés	34 577
Etat charges à payer	1 174 243
Org. sociaux charges à payer sur primes et gratifications	116 118
Charges fiscales à payer sur primes et gratifications	17 192
Total	4 604 670

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 457 786		
Total	1 457 786		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	48 193		
Total	48 193		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	8 224 559		8 224 559
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels	128 125		128 125
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	970 894		970 894
Ventes de marchandises	125 377 171		125 377 171
Produits des activités annexes	2 019 831		2 019 831
TOTAL	136 720 579		136 720 579

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 39 689 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	50 717	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 552	
Autres charges	98 825	
Amortissements des immobilisations	549 093	
Amortissements dérogatoires	32 963	
Provisions pour risques et charges	363 882	
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices		37 824
Autres produits		2 000
Amortissements dérogatoires		231 093
Provisions pour risques et charges		48 000
TOTAL	1 105 032	318 917

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	-4 188 909	-64 644	-4 124 265
+ Résultat exceptionnel	-786 115		-786 115
- Participations des salariés			
Résultat comptable	-4 975 024	-64 644	-4 910 380
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25 %, fait ressortir une dette future d'impôt d'un montant de 180 825 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	741 947
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	741 947
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	18 646
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	18 646
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la dette future d'impôt	180 825
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/02/2014, la société SA NOBLADIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HBC 31.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

NOBLADIS verse à la société HBC 31 l'impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément. La société HBC 31 reverse à NOBLADIS les crédits et réductions d'impôt qui lui ont été transmis.

Comptes consolidés

La SAS HBC 31 est la société consolidante du groupe formé par elle et ses filiales et participations dont NOBLADIS.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 392 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total		

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres informations

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautionnement du parrainage</i>	6 121 034
<i>Autres cautions contrat fiducie surete sur terrain</i>	2 375 000
Avals et cautions	8 496 034
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du fonds de commerce et des comptes de titres</i>	274 827
Autres engagements donnés	274 827
Total	8 770 861
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Prêts garantis par l'Etat</i>	2 007 500
Autres engagements reçus	2 007 500
Total	2 007 500
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 521 391 euros

SAS NOBLADIS

Date de clôture: 31/01/2022

Engagements Hors Bilan donnés

Nantissement

N° de Compte	Emprunt	Etablissement	Capital restant dû	Type de garantie	Montant
Emprunts SAS NOBLADIS					
164001	1 500 000 €	Crédit coopératif	274 827 €	Nantissement du fonds de commerce et des comptes de titres	274 827 €

Total du nantissement **274 827 €**

Cautions parrainage

Société	Emprunt	Etablissement	Capital restant dû	Type de garantie	Montant
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	560 000 €	Société générale	25 102 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 47 504€	25 102 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	3 185 000 €	BPI France	1 512 637 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 159 250€	159 250 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	650 000 €	Crédit Coopératif	57 120 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 65 000€	57 120 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	200 000 €	Crédit Coopératif	97 641 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 20 000€	20 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	650 000 €	BPI France	126 630 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 32 500€	32 500 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	1 255 198 €	Crédit Coopératif	837 609 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 125 519€	125 519 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	200 000 €	BPI France	38 735 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 10 000€	10 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	1 617 000 €	BPI France	1 036 832,00 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 80 850€	80 850 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	1 650 000 €	BECM	806 940 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 165 000€	165 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	650 000 €	BECM	399 134 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 65 000€	65 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	200 000 €	BECM	81 898 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 20 000€	20 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	540 000 €	BECM	393 198 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 54 000€	54 000 €
VAL MURS SCI	8 700 000 €	Crédit Coopératif	6 154 533 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 1 174 500€	1 174 500 €
VAL MURS SCI	8 670 000 €	BPI France	6 550 999 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 1 170 450€	1 170 450 €
VAL MURS SCI	8 666 000 €	CIC-SLB	5 991 695 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 1 169 910€	1 169 910 €
LUNADIS (Vallauris)	1 000 000 €	Edel	205 450 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 135 000€	135 000 €
VAL MURS SCI	1 200 000 €	Edel	82 339 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 160 000€	82 339 €
VAL MURS SCI	800 000 €	Edel	304 554 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 107 000€	107 000 €
LUNADIS (Vallauris)	1 670 000 €	Crédit Coopératif	861 717 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 225 450€	225 450 €
LUNADIS (Vallauris)	1 667 000 €	BPI France	949 174 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 225 045€	225 045 €
LUNADIS (Vallauris)	1 666 000 €	CIC-SLB	832 999 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 1 666 000€	832 999 €
ASD	650 000 €	Edel	488 623 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 65 000€	65 000 €
ASD	650 000 €	BECM	533 662 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 65 000€	65 000 €
SAINT ASTIER DISTRIBUTION	540 000 €	BECM	393 198 €	Caution solidaire d'un emprunt dans la limite de 54 000€	54 000 €

Total des cautions parrainage **6 121 034 €**

Autres cautions

N° de Compte	Emprunt	Etablissement	Capital restant dû	Type de garantie	Montant
Emprunts SAS NOBLADIS					
168100	2 375 000,00 €	FIDUCIAL / THEMIS	2 375 000,00 €	Contrat de fiducie de sûreté sur la station service (évalué à 5,2 M€)	2 375 000 €

Total des autres cautions **2 375 000 €**

Total des engagements donnés **8 770 863 €**

SAS NOBLADIS

Date de clôture: 31/01/2022

Engagements Hors Bilan reçus

Garantie de l'état

N° de Compte	Emprunt	Etablissement	Capital restant dû	Type de garantie	Caution
164020	1 507 500,00 €	Crédit Coopératif	1 507 500,00 €	Prêts Garantis par l'Etat	1 507 500 €
164021	500 000,00 €	BPI	500 000,00 €		500 000 €

Total prêts garantis par l'Etat **2 007 500 €**

Total des engagements reçus **2 007 500 €**

NOBLADIS
Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 152 159,37 €
Siège Social : 2, allée Emile Zola
Centre Commercial E.LECLERC
Zone d'activité du Grand Noble
31 700 BLAGNAC
RCS TOULOUSE 388 231 847

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 25 OCTOBRE 2022

Affectation du résultat
de l'exercice clos au 31 janvier 2022

TROISIEME RESOLUTION

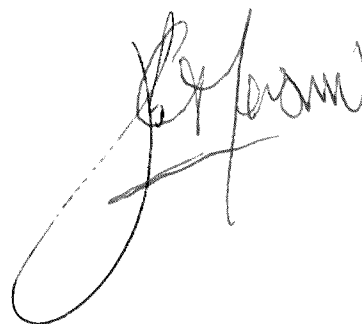
L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 4 910 379 euros en totalité au compte « report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes au cours des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice	Dividendes	Par action	Eligible à l'abattement	Non éligible à l'abattement
31.01.2019				
31.01.2020	113 563	11,38	9 actions	
31.01.2021				

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le président



NOBLADIS

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 152 159,37 EUROS

Siège social · 2 Allée Emile Zola
Centre commercial E. Leclerc
Zone d'activité du Grand Noble
31 700 BLAGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 janvier 2022**

NOBLADIS

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 152 159,37 EUROS

Siège social : 2 Allée Emile Zola
Centre commercial E. Leclerc
Zone d'activité du Grand Noble
31 700 BLAGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 janvier 2022**

A l'assemblée générale de la société NOBLADIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **NOBLADIS** relatifs à l'exercice clos le **31 janvier 2022**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels qui expose :

- en page 13 : le soutien financier apporté par la SOCAMIL, actionnaire ayant pris le contrôle du groupe HBC 31, et le changement de direction qui permettent de soutenir l'hypothèse de continuité d'exploitation ;
- en page 14 : les conséquences sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2022 des réserves émises dans notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 janvier 2021.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Informations relatives aux délais de paiement

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

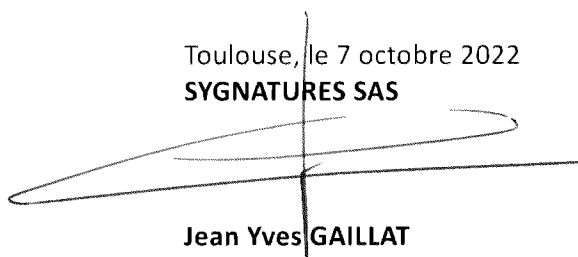
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Toulouse, le 7 octobre 2022

SYGNATURES SAS

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned over the printed name.

Jean Yves GAILLAT

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/01/22	Net au 31/01/21
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	873 696	823 872	49 824	84 820
Fonds commercial	72 990		72 990	72 990
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	385 117	20 785	364 332	367 748
Constructions	3 985 155	1 525 050	2 460 105	798 889
Installations techniques, matériel et outillage	10 805 011	9 316 445	1 488 566	1 593 509
Autres immobilisations corporelles	11 675 821	9 551 863	2 123 958	2 614 648
Immob. en cours / Avances & acomptes	1 183 120		1 183 120	2 433 937
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	5 763 853	256 899	5 506 954	5 493 722
Autres titres immobilisés	50 798		50 798	50 798
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 055 702		1 055 702	1 073 658
	35 051 222	21 674 035	13 377 187	14 671 679
Stocks				
Matières premières et autres approv	44 253		44 253	40 896
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 795 921	255 243	8 540 679	7 998 892
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 981 202		1 981 202	1 655 188
Fournisseurs débiteurs	2 354 419	48 702	2 305 717	3 101 614
Personnel	83 811		83 811	18 802
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	898 986		898 986	577 754
Autres créances	11 881 318		11 881 318	12 001 849
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 861		6 861	5 142
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 599 542		1 599 542	956 054
Charges constatées d'avance	1 457 786		1 457 786	1 412 540
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	64 955 361	21 798 859	43 156 502	42 353 448

SYGNATURES S.A.S.

Commissaires aux Comptes

Au capital de 324 365,57 €

8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122

31512 TOULOUSE CEDEX 5

RCS Toulouse B 333 321 628

Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

Bilan

	Net au 31/01/22	Net au 31/01/21
PASSIF		
Capital social ou individuel	152 159	152 159
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	15 245	15 245
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 535 167	2 535 167
Report à nouveau	10 345 016	11 958 743
Résultat de l'exercice	-4 910 380	-1 813 727
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	741 947	940 078
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 879 154	13 987 684
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 115 801	705 310
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 115 801	705 310
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 291 729	2 644 450
<i>Découverts et concours bancaires</i>		3 776
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 291 729	2 648 226
Emprunts et dettes financières diverses	2 381 750	6 750
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	2 666 339	2 725 513
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	49 001	36 977
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 020 709	17 902 506
<i>Personnel</i>	1 307 267	1 237 650
<i>Organismes sociaux</i>	986 714	1 084 789
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	570 121	528 003
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	1 280 239	992 854
Dettes fiscales et sociales	4 144 342	3 843 297
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 399	38 399
Autres dettes	3 521 087	372 136
Produits constatés d'avance	48 193	86 669
TOTAL DETTES	33 161 547	40 680 473
Ecarts de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	43 156 502	42 353 448

SYGNATURES S.A.S.

Commissaires aux Comptes

Au capital de 324 365,57 €

8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122

31512 TOULOUSE CEDEX 5

RCS Toulouse B 333 321 628

Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

Compte de résultat

	31/01/2022	31/01/2021
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	125 377 171	127 561 151
Production vendue (biens)	8 352 684	9 374 982
Production vendue (services)	2 990 725	3 120 757
Chiffre d'affaires net	136 720 579	140 056 890
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	74 484	78 013
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	2 067 301	1 806 352
Autres produits	344 087	154 291
Total I	139 206 451	142 095 546
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	103 558 671	101 964 774
Variations de stock	-612 766	1 683 341
Achats de matières premières et autres approvisionnements	343 276	351 323
Variations de stock	-3 357	-2 021
Autres achats et charges externes (a)	19 154 202	18 260 192
Impôts, taxes et versements assimilés	2 200 370	2 382 651
Salaires et traitements	12 224 388	13 144 801
Charges sociales	3 656 489	3 651 686
Dotations aux amortissements et dépréciations		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 272 146	1 307 474
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	255 243	454 687
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	94 609	
Autres charges	579 281	95 101
Total II	142 722 352	149 204 062
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 516 101	-1 198 462
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
- Quote-part du profit transféré III	74 793	
- Quote-part du résultat transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	225	34 371
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	99 384	88 767
Autres intérêts et produits assimilés (3)	192	6 366
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		178 616
Intérêts et charges assimilées (4)	847 402	148 657
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	847 402	327 273
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-747 602	-197 769
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II-V-VI)	-4 188 909	-1 396 231

Commissaires aux Comptes

Au capital de 324 365,57 €

8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122

31512 TOULOUSE CEDEX 5

RCS Toulouse B 333 321 628

Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z



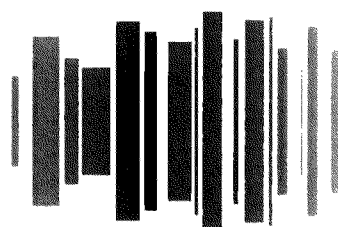
Compte de résultat (- suite -)

	31/01/2022	31/01/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	37 824	12 940
Sur opérations en capital	2 000	12 336
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	279 093	682 885
Total produits exceptionnels (VII)	318 917	708 162
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	60 269	15 069
Sur opérations en capital	98 825	855 157
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	945 938	328 504
Total charges exceptionnelles (VII)	1 105 032	1 198 730
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-786 115	-490 568
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-64 644	-273 072
Total des produits (I+II+V+VII)	139 699 962	142 933 212
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	144 610 342	144 546 940
BENEFICE OU PERTE	-4 910 380	-1 613 727
(a) Y compris - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) Dont produits concernant les entités liées (4) Dont intérêts concernant les entités liées		

SYGNATURES S.A.S.
 Commissaires aux Comptes
 Au capital de 324 365,57 €
 8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122
 31512 TOULOUSE CEDEX 5
 RCS Toulouse B 333 321 628
 Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

COMPTES ANNUELS

DU 01/02/2021 AU 31/01/2022



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA NOBLADIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/01/2022, dont le total est de 43 156 502 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 4 910 380 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2021 au 31/01/2022

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/09/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/01/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans

Regimes comptables applicables

- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

9 Méthode d'évaluation

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes

- Taux d'actualisation 1.21 %
- Taux de croissance des salaires 1 %
- Age de départ à la retraite 65 ans
- Taux de rotation du personnel 1 %
- Table de taux de mortalité (table INSEE TV 88-90)

Facts and figures

Autres éléments significatifs

* Impact de la crise sanitaire Covid-19

La loi du 10 novembre 2021 a prorogé le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022. Les mesures réglementaires prises dans ce cadre ont impacté les conditions d'exploitation sur l'exercice, notamment

- Instauration du couvre-feu à 18 heures à compter du 16 janvier 2021 puis à 19 heures du 19 mai au 9 juin 2021 ce qui a restreint les horaires d'ouverture au public.
- Fermeture des rayons non essentiels du 3 avril au 18 mai 2021 (textile, manège à bijoux, une partie des rayons bazar...).
- Fermeture sur cette même période des commerces de la galerie marchande.
- Jauges sanitaires limitées.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent, quant à elles, être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité préconisées et régulièrement mises à jour par les autorités publiques et pour maintenir son niveau de trésorerie.

* Situation de trésorerie et continuité d'exploitation

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires HT hors carburant à date de clôture 31/01/2022 affiche une baisse de -11 M€ (soit -9,47%) par rapport à la clôture précédente.

La CAF brute de la société NOBLADIS ressort à -3 M€ au 31/01/2022.

Pour faire face à ses échéances de remboursements d'emprunts (1 M€) et aux besoins d'investissements (1,6 M€), la société NOBLADIS a mis en place :

- une ligne de reverse factoring de 3,2 M€ en avril 2021 (convention à durée déterminée jusqu'au 31/03/2022 => commission de service 80 K€/an + commission de financement Euribor 1M + 1,20%)

Le contrat n'a pas été renouvelé et la dette a été apurée en avril 2022.

- un prêt fiduciaire (sureté contre garantie du terrain de la station-service) d'un montant de 3 M€ en août 2021 (remboursement sur 24 mois => taux d'intérêt de 4% + commission de mise en place 60 K€ HT)

- étalement du PGE Crédit coopératif (1,5 M€) sur 4 ans (fin en 11/2025) et du PGE BPI (0,5 M€) sur 4 ans + 12 mois de franchise (fin en 11/2026)

- étalement des charges patronales de sécurité sociale du 1er trimestre 2021 (128 K€), l'échéancier mis en place en date du 29/09/2021 a été apuré sur le 2ème trimestre 2022.

Au 31/01/2022, la dette auprès du bailleur KLEPIERRE s'élève à 4,7 M€. La société NOBLADIS a bénéficié du soutien financier de la SOCAMIL (avance de 3 M€ en avril 2022). A date du 31/07/2022, la dette est apurée à 75%.

Par ailleurs, le protocole transactionnel conclu entre les actionnaires majoritaires du groupe HBC 31 et la SOCAMIL, a été homologué par le tribunal de commerce de Nice le 3 mars 2022. L'acte réitératif du protocole de cession portant sur la prise de contrôle des sociétés du groupe HBC 31 par la SOCAMIL a été signé en date du 31/03/2022.

Eu égard à la qualité de la SOCAMIL et au soutien financier apporté au groupe HBC 31 dès sa prise de participation, l'hypothèse de continuité d'exploitation n'est pas remise en cause. Le changement de direction opéré depuis le mois de janvier 2022, avec l'accompagnement de la SOCAMIL, devrait avoir des impacts positifs attendus dès 2022/2023 en matière de redressement des performances de l'entreprise et du financement de ses besoins.

* Provisions pour litiges



Provisions

- 1) Litige prud'homaux provisionnés entre 80% et 100% des demandes
- 2) Litige GALEC provisionné à 100%
- 3) Provision de la créance Nobladis Voyages (situation nette négative de la filiale)
- 4) Litiges commerciaux provisionnés à 100% TEL non mandatés et non utilisés

Les risques liés aux litiges prud'homaux en cours sont provisionnés dans les comptes à hauteur de 80% des demandes d'indemnités et rappels de salaire. L'impact des provisions complémentaires comptabilisées sur l'exercice en charges exceptionnelles s'élève à 364 K€.

* Prise en compte des réserves pour désaccord émises par les commissaires aux comptes dans leur rapport en date du 16/03/2022 sur les comptes annuels 31/01/2021

- Immobilisations en cours : les coûts des études sur les projets d'investissements de restructuration de l'hypermarché et de transfert du centre auto engagés depuis 2017 ont été sortis de l'actif et comptabilisés en charges exceptionnelles pour un montant de 544 K€
- Charge induite : la Direction a décidé de maintenir la répartition des honoraires de succès du cabinet STIFANI (dans le cadre des procédures de sauvegarde de la holding HBC 31 et de la procédure de conciliation de la société NOBLADIS) entre la holding (75% de la charge) et la société d'exploitation (25 % de la charge).

Notes au bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	72 990			72 990
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	858 687	16 074	1 065	873 696
Immobilisations incorporelles	931 677	16 074	1 065	946 686
- Terrains	385 117			385 117
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	1 895 796			1 895 796
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	137 861	1 951 498		2 089 359
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 545 247	296 154	36 390	10 805 011
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 589 316	40 010		10 629 326
- Matériel de transport	271 579			271 579
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	769 017	32 232	26 333	774 916
- Emballages récupérables et divers	34 210		34 210	
- Immobilisations corporelles en cours	205 849		205 849	
- Avances et acomptes	2 228 088	1 244 952	2 289 921	1 183 120
Immobilisations corporelles	27 062 079	3 564 846	2 592 702	28 034 223
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	5 750 621	13 232		5 763 853
- Autres titres immobilisés	50 798			50 798
- Prêts et autres immobilisations financières	1 073 658	79 317	97 274	1 055 702
Immobilisations financières	6 875 077	92 549	97 274	6 870 353
ACTIF IMMOBILISE	34 868 833	3 673 470	2 691 041	35 851 262

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	16 074	3 564 846	92 549	3 673 470
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	16 074	3 564 846	92 549	3 673 470
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		1 951 629		1 951 629
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1 065	96 932	97 274	195 271
Scissions				
Mises hors service		544 141		544 141
Diminutions de l'exercice	1 065	2 592 702	97 274	2 691 041

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/01/2022
Éléments achetés	72 990
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	72 990

Note sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
EURL NOBLADIS VOYAGES	8	-237	100.00	8				369	36	
SNC HIRINA	2		55.00	1	1				-6	
SCI BEAUNADE		2 220	100.00	2 391	2 220				12	
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)										
SNC PRESTADIS	2	-1	50.00	78					-5	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Note 16

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	773 866	51 071	1 065	823 872
Immobilisations incorporelles	773 866	51 071	1 065	823 872
- Terrains	17 369	3 416		20 785
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	1 165 258	87 724		1 252 982
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	69 510	202 558		272 068
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 951 738	372 019	7 312	9 316 445
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 095 567	525 370		8 620 937
- Matériel de transport	237 503	10 136		247 638
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	682 194	27 426	26 333	683 287
- Emballages récupérables et divers	34 210		34 210	
Immobilisations corporelles	19 253 348	1 228 649	67 854	20 414 144
ACTIF IMMOBILISE	20 027 215	1 279 720	68 919	21 238 016

N O B L A D I S

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 19 713 225 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 055 702		1 055 702
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 981 202	1 981 202	
Autres	15 218 535	9 653 674	5 564 861
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 457 786	1 457 786	
Total	19 713 225	13 092 661	6 620 563
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Rrro à recevoir	2 239 538
Avoirs à recevoir	90 158
Salariés produit à recevoir	904
Charges sociales - produits à recev	82 908
Etat- produits à recevoir	5 823
Débiteurs div produits à recevoir	81 155
Part pub à recevoir	879 599
Total	3 380 084

Note 1.14

Capitaux propres**Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 152 159,35 euros décomposé en 9 981 titres d'une valeur nominale de 15,24 euros

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	940 078	32 963	231 093	741 947
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	940 078	32 963	231 093	741 947
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		32 963	231 093	

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	471 416	363 882			835 298
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	233 894	94 609	48 000		280 503
Total	705 310	458 491	48 000		1 115 801

Répartition des dotations et des
reprises de l'exercice :

Exploitation	94 609	
Financières		
Exceptionnelles	363 882	48 000

Montant brut

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 33 112 546 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 291 729	311 963	1 979 766	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 381 750	1 506 750	875 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 020 709	18 020 709		
Dettes fiscales et sociales	4 144 342	4 144 342		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 399	38 399		
Autres dettes (**)	6 187 425	6 187 425		
Produits constatés d'avance	48 193	48 193		
Total	33 112 546	30 257 780	2 854 766	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 007 500			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	992 147			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs facture non parvenue	1 630 699
Fournisseur immo fact non parvenue	38 399
Intérêts courus sur emprunt	9 402
Intérêts courus sur comptes courant	8 506
Dettes provision congés payés	817 427
Dettes provision primes et gratif	373 687
Cap autres charges personnel	32 748
Charges sociales sur congés payés	233 539
Charges sociales à payer	46 048
Org sociaux charges/l rémunération	72 087
Charges fiscales congés payés	34 577
Etat charges à payer	1 174 243
Org. sociaux charges à payer sur primes et gratifications	116 118
Charges fiscales à payer sur primes et gratifications	17 192
Total	4 604 670

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 457 786		
Total	1 457 786		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	48 193		
Total	48 193		

note de synthèse

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	8 224 559		8 224 559
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels	128 125		128 125
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	970 894		970 894
Ventes de marchandises	125 377 171		125 377 171
Produits des activités annexes	2 019 831		2 019 831
TOTAL	136 720 579		136 720 579

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes 39 689 euros

Honoraire des autres services 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	50 717	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 552	
Autres charges	98 825	
Amortissements des immobilisations	549 093	
Amortissements dérogatoires	32 963	
Provisions pour risques et charges	363 882	
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices		37 824
Autres produits		2 000
Amortissements dérogatoires		231 093
Provisions pour risques et charges		48 000
TOTAL	1 105 032	318 917

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	-4 188 909	-64 644	-4 124 265
+ Résultat exceptionnel	-786 115		-786 115
- Participations des salariés			
Résultat comptable	-4 975 024	-64 644	-4 910 380
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes au compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25 %, fait ressortir une dette future d'impôt d'un montant de 180 825 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	741 947
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	741 947
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	18 646
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	18 646
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la dette future d'impôt	180 825
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25 %	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/02/2014, la société SA NOBLADIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HBC 31.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

NOBLADIS verse à la société HBC 31 l'impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément. La société HBC 31 reverse à NOBLADIS les crédits et réductions d'impôt qui lui ont été transmis.

Comptes consolidés

La SAS HBC 31 est la société consolidante du groupe formé par elle et ses filiales et participations dont NOBLADIS.

Autre informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 392 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total		

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

Montant en
euros

Effets escomptés non échus

Cautionnement du parrainage

6 121 034

Autres cautions contrat fiducie surete sur terrain

2 375 000

Avals et cautions

8 496 034

Engagements en matière de pensions

Engagements de crédit-bail mobilier

Engagements de crédit-bail immobilier

Nantissement du fonds de commerce et des comptes de titres

274 827

Autres engagements donnés

274 827

Total**8 770 861**

Dont concernant

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de suretés réelles

11 11 12

Engagements reçus

Montant en
euros

Plafonds des découverts autorisés

Avals et cautions

Prêts garantis par l'Etat

2 007 500

Autres engagements reçus

2 007 500

Total**2 007 500**

Dont concernant

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de suretés réelles

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées 521 391 euros